



69^e SESSION ANNUELLE

6-9 OCTOBRE 2023

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SÉCURITÉ (ESC) COMPTE RENDU ET LISTE DE PRÉSENCE

DIMANCHE 8 OCTOBRE
SALLE DE CONFERENCE D5

BELLA CENTER
COPENHAGUE, DANEMARK

I. Remarques préliminaires de Philippe FOLLIOT (France), président de l'ESC

1. Le président, **Philippe Folliot (FR)**, remercie la délégation danoise d'avoir accueilli la session annuelle de 2023 à Copenhague.
2. M. Folliot donne un bref aperçu de l'ordre du jour et décrit les procédures relatives à la réunion de la commission.

II. Adoption du projet d'ordre du jour [140 ESC 23 F]

3. Le projet d'ordre du jour est adopté [140 ESC 23 F] à l'unanimité.

III. Adoption du compte rendu de la précédente réunion de la commission [175 ESC 23 F]

4. Le compte rendu [175 ESC 23 F] est adopté à l'unanimité.

IV. Exposé sur l'état de l'économie russe en temps de guerre et l'impact des sanctions par Janis KLUGE, chef adjoint de la division de la recherche, Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité (SWP)

5. **Janis Kluge** évoque l'état de l'économie russe en temps de guerre et l'impact des sanctions. Il note que l'étude de l'économie russe est devenue de plus en plus difficile en raison des turbulences économiques, des restrictions d'accès aux données économiques et du manque de fiabilité des statistiques. Des chocs économiques simultanés viennent de plus brouiller les cartes, tels que la flambée des prix des matières premières, les sanctions économiques et la transition rapide de la Russie vers une économie de guerre. Après avoir connu un déclin important pendant la pandémie, l'économie russe devrait retrouver une croissance de 2 % du PIB en 2023, ce qui pourrait compenser les pertes subies l'année dernière en raison des sanctions.

6. M. Kluge indique qu'il est important d'envisager un scénario alternatif dans lequel il n'y aurait pas de sanctions. Il s'agirait d'un scénario de croissance à 3 % ou d'une situation dans laquelle l'économie russe aurait progressé à un taux supérieur de 5 % à celui qu'elle a connu avec les sanctions. Si les sanctions n'ont pas été sans faille, elles ont néanmoins causé des préjudices économiques importants. L'intervenant note, par exemple, que la production automobile russe a été fortement touchée et que la reprise est difficile. Ces pertes ont toutefois été compensées par la croissance d'autres secteurs. Ainsi, l'industrie militaire russe est en plein essor et est devenue un moteur de création d'emplois. Les revenus de la Russie sont aujourd'hui en hausse, l'impact du plafonnement du prix du pétrole imposé par l'extérieur allant en s'atténuant. M. Kluge note toutefois que l'augmentation des déficits commerciaux a figé le rouble et attisé l'inflation. Il s'agit là d'un indicateur essentiel, car la capacité de la Russie à financer la guerre exige que l'inflation soit maîtrisée. L'intervenant conclut que les fondamentaux économiques de la Russie restent intacts, mais que les risques auxquels le pays est confronté augmentent. Le gouvernement s'est engagé à accroître les effectifs militaires. Le Kremlin a jusqu'à présent réussi à faire taire ses détracteurs, mais les pressions exercées par la société russe pourraient s'intensifier si les conditions économiques s'aggravent.

7. **Philippe Folliot (FR)** s'interroge sur l'impact des sanctions imposées avant que la Russie ne déclenche la guerre. M. Kluge répond que ces sanctions n'ont pas eu d'impact particulier et qu'elles ont, rétrospectivement, permis à la Russie de mettre en place un système de paiement résistant qui a renforcé sa capacité à faire face à l'impact des sanctions. **Mikko Savola (FI)** s'enquiert de l'influence de la Chine en Russie. L'intervenant répond que la Chine a lancé une bouée de sauvetage économique à la Russie, en lui fournissant les technologies et les biens qu'elle ne peut plus se procurer auprès des pays occidentaux. Toutefois, la Chine n'a pris aucun engagement à long terme et souhaite avant tout préserver ses marchés d'exportation. **Alun Carines (UK)** note que l'Arabie saoudite et la Russie ont accepté de réduire la production de pétrole, et souhaite en connaître les effets. L'intervenant note que la réduction de la production de la Russie n'a pas été volontaire, mais

plutôt la conséquence de l'embargo imposé sur ses exportations de pétrole. Les réductions de la production de l'OPEP ont constitué une bouée de sauvetage pour la Russie, tout comme sa capacité à contourner les sanctions. **Rich McCormick** (US) souhaite en savoir plus sur la sécurité alimentaire et les pénuries de main-d'œuvre. M. Kluge répond que la sécurité alimentaire n'est actuellement pas un problème majeur en Russie. En revanche, la pénurie de main-d'œuvre et la pression démographique ont un impact important. La Russie accueille toutefois des travailleurs migrants en provenance des pays de l'ex-URSS, ce qui permet de compenser les pénuries de main-d'œuvre dans les emplois peu qualifiés. **Cristian Bordei** (RO) interroge l'intervenant sur la production et les ventes de gaz russe. M. Kluge note que la production de gaz a diminué, mais pas de manière radicale. Il ajoute que les sanctions futures devraient clarifier l'impact que les mesures proposées sont censées avoir sur l'économie russe. Philippe Folliot note que la situation dépeinte par M. Kluge est très préoccupante. **Nicole Duranton** (FR) demande quelles sont les sanctions qui ont eu le plus d'impact. L'intervenant répond qu'il est important de prendre en compte à la fois les effets immédiats et à long terme. Les sanctions financières créent des perturbations et ont des effets psychologiques immédiats, mais elles peuvent être rapidement surmontées. Les restrictions des exportations ont eu un impact plus important en ralentissant la production et la croissance. **Paolo Marcheschi** (IT) s'interroge sur les mesures qui permettraient de limiter la capacité de la Russie à contourner les sanctions. L'intervenant note que les entreprises privées ont un rôle clé à jouer dans l'application des sanctions et que la coopération internationale est également primordiale. **Faik Öztrak** (TR) demande s'il existe des données fiables sur l'économie russe. M. Kluge répond qu'il est essentiel de rechercher différentes sources de données pour obtenir une image complète de la situation. **Jüri Ratas** (EE) s'enquiert des effets possibles d'un renforcement des sanctions de l'UE. L'intervenant répond qu'un programme plus ambitieux de l'UE aurait eu un impact économique plus important sur la Russie, mais aussi sur les États membres. **Anne Genetet** (FR) demande si les entreprises privées doivent rester en Russie ou quitter le pays, et quelles sont les tendances à cet égard. M. Kluge répond que la plupart des entreprises occidentales n'ont pas quitté le pays même si, de manière générale, les plus importantes l'ont fait. **Bart Kroon** (NL) évoque la dépendance de l'UE à l'égard des produits agricoles russes. M. Kluge fait remarquer que pour des raisons de réputation et de sécurité alimentaire, l'UE ne devrait pas sanctionner les produits alimentaires et agricoles. **John Spellar** (UK) pose une question relative à la dépendance de la Russie à l'égard des technologies occidentales et des entreprises de services énergétiques. L'intervenant répond que si les principaux fournisseurs de services pétroliers quittent le pays, cela ne signifie pas que la Russie perdra l'accès aux technologies occidentales. **Carlos Rojas** (ES) s'interroge sur l'accès aux données russes. M. Kluge répond qu'il est important d'examiner les données commerciales provenant de différentes sources, y compris des partenaires commerciaux de la Russie.

V. Examen du projet de rapport général sur *La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et les défis posés à la sécurité énergétique transatlantique* [023 ESC 23 F rev.1], présenté par Harriett BALDWIN (Royaume-Uni), rapporteure générale

8. **Harriet Baldwin** (UK) commence par apporter une correction au paragraphe 51 du rapport. Elle passe ensuite en revue les conséquences de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine dans les domaines de la sécurité, l'économie et l'énergie. Le fait que la Russie ait utilisé l'énergie comme une arme a mis à mal sa réputation de fournisseur fiable. La rapporteure fait remarquer que les alliés de l'OTAN ont isolé la Russie en lui imposant des sanctions sans précédent, notamment en limitant leurs importations d'énergie. Elle ajoute que plusieurs pays membres de l'OTAN continuent d'importer du GNL russe.

9. M^{me} Baldwin reconnaît les difficultés d'un désengagement total par rapport à l'énergie russe. L'Europe est actuellement confrontée à des prix élevés du gaz et à une vulnérabilité accrue aux ruptures d'approvisionnement. L'évolution de la demande a accru la volatilité des marchés de l'énergie. Comme l'indique la rapporteure, l'incertitude du marché et les prix élevés ont porté des coups à l'économie réelle, et la solidarité entre les Alliés dans le domaine énergétique doit être maintenue.

10. **Patrick Dunn** (US) s'enquiert de la sécurité énergétique et de la transition vers des sources d'énergie renouvelables. M^{me} Baldwin fait remarquer que la sécurité énergétique est en fin de compte une responsabilité nationale et que les gouvernements des pays alliés ont adopté des approches diverses. **Malahat Ibrahimgizi** (AZ) remercie la rapporteure d'avoir pris en compte les suggestions de la délégation azerbaïdjanaise. **Derk Boswijk** (NL) note que l'énergie éolienne n'a pas été suffisante pour remplacer le gaz russe et que, pour cette raison, l'énergie nucléaire doit faire partie du bouquet énergétique. M^{me} Baldwin partage cet avis et insiste sur la nécessité d'accroître la connectivité. **Cristian Bordei** (RO) fait valoir que la transition vers les énergies renouvelables doit aller de pair avec la réduction de la dépendance à l'égard de la Chine en ce qui concerne les minerais critiques nécessaires à la production d'énergie renouvelable. Il reconnaît que l'investissement dans l'énergie nucléaire doit rester une priorité. M^{me} Baldwin relève que le dilemme des matériaux critiques ne devrait pas empêcher les pays alliés de poursuivre le développement des énergies renouvelables et ajoute qu'il existe des défis similaires dans le secteur nucléaire. **Alan Cairns** (UK) souhaite en savoir plus sur les difficultés liées au stockage du gaz. La rapporteure indique qu'il est essentiel de garantir un stockage adéquat du gaz pour assurer la résilience. **Carlos Rojas** (ES) s'interroge sur le défi que représente la transition vers les énergies renouvelables si l'on se passe du gaz russe, en particulier si les centrales nucléaires sont fermées. La rapporteure souligne l'importance de l'énergie nucléaire en tant que complément aux sources d'énergie renouvelables. **Isabelle Santiago** (FR) note que si les Alliés doivent s'abstenir d'utiliser le GNL russe, ils doivent alors augmenter les importations en provenance d'autres fournisseurs tels que l'Azerbaïdjan. M^{me} Baldwin indique qu'il existe plusieurs fournisseurs possibles. **Alberto Losacco** (IT) s'enquiert des initiatives visant à résoudre les tensions commerciales résultant de la crise, dans le but d'assurer une coopération transatlantique plus étroite. M^{me} Baldwin répond qu'une coopération commerciale transatlantique renforcée est essentielle pour améliorer la sécurité, et encourage les délégués à inciter leurs gouvernements à progresser sur ce sujet en particulier.

11. **Le projet de rapport [023 ESC 23 F rev.1] est adopté.**

VI. Exposé sur *La guerre russe contre l'Ukraine : Une vue de la ligne de front* par **Maksym SUPRUN**, commandant de la 66^e brigade mécanisée (2002-2023) des forces armées ukrainiennes

12. Maksym Suprun présente une vue de la ligne de front de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. L'orateur note que l'ambition de la Russie de détruire l'État ukrainien reste inchangée. Le pays cherche à contrôler Donetsk, Louhansk, le corridor terrestre vers la Crimée et la mer d'Azov. M. Suprun fait ensuite part de son expérience personnelle de la guerre, notamment des opérations de défense menées par sa brigade sous le feu de l'ennemi. La tâche la plus compliquée, indique-t-il, est de coordonner les opérations entre les unités et de combiner les opérations défensives et offensives.

13. M. Suprun détaille ensuite plusieurs des difficultés rencontrées sur la ligne de front, notamment le manque d'armes antichars modernes, l'importante utilisation d'UAS de surveillance par l'ennemi, sa supériorité en matière de capacités de guerre électronique, la résilience de ses soldats et la pénurie de munitions. Il ajoute que l'armée russe s'est rapidement adaptée aux nouveaux défis. **Yehor Cherniev** (UA) souligne que les Ukrainiens s'adaptent très bien aux conditions changeantes du champ de bataille et ont un bon moral. Il montre une vidéo d'une petite unité ukrainienne détruisant 25 chars russes à l'aide de missiles antichars. **Philippe Folliot** (FR) note quant à lui que les Alliés doivent continuer à fournir des armes et des munitions aux forces armées ukrainiennes. Le président fait part de son expérience lorsqu'il s'est rendu sur la ligne de front ukrainienne et a rencontré des soldats.

14. **Tom Vandenkendelaere** (PE) s'interroge sur les défis que représente l'adaptation aux équipements et systèmes fournis par la communauté internationale. M. Suprun indique que cela n'a pas posé de problème majeur. **Cristian Bordei** (RO) s'interroge sur l'utilité du système Starlink pour permettre aux forces ukrainiennes de poursuivre l'offensive, et sur la capacité de la Russie à doter ses soldats d'un matériel militaire efficace. L'orateur fait savoir que le système Starlink est essentiel.

Yehor Cherniev (UA) note les difficultés actuelles concernant la production d'équipement et de matériel d'artillerie, et indique que l'Ukraine demande de l'aide aux pays partenaires. **Anne Genetet** (FR) remercie l'intervenant pour son témoignage et demande si le matériel et la formation fournis peuvent être améliorés pour accroître l'efficacité. M. Cherniev note que la priorité numéro un est l'acquisition d'obus d'artillerie, qui sont utilisés quotidiennement. **Nicole Duranton** (FR) demande quels messages les parlementaires peuvent transmettre à leurs gouvernements pour aider l'Ukraine. M. Suprun répond qu'il faut surtout accroître la quantité de matériel fourni. **Rebecca Patterson** (CA) souhaite savoir si un soutien médical est requis. M. Cherniev reconnaît que ce type de soutien est également nécessaire.

VII. Activités de la commissions et des sous-commissions en 2023 et 2024

15. **John Spellar** (UK), président de la sous-commission sur les relations économiques transatlantiques (ESCTER), remercie la délégation danoise ainsi que Faik Öztrak pour ses longues années de service au sein de la commission et pour son rapport. En 2023, la sous-commission ESCTER s'est rendue à Washington, D.C., en Virginie et dans le Maryland avec des membres de la sous-commission sur les tendances technologiques et la sécurité (STCTTS) de la commission des sciences et des technologies. En novembre prochain, la sous-commission se rendra à Canberra et à Sydney, en Australie, avec des membres de la sous-commission sur les partenariats de l'OTAN (PCNP) de la commission politique. Le rapport pour 2024 est provisoirement intitulé *Construire avec l'Asie un partenariat économique et stratégique transatlantique fondé sur des valeurs*. La sous-commission se joindra à la commission politique pour deux visites au Japon et aux États-Unis.

16. **Alun Cairns** (UK), président de la sous-commission sur la transition et le développement (ESCTD), remercie les hôtes de Copenhague, Michal Szczerba pour son rapport, et la délégation polonaise pour avoir accueilli en Pologne au début de l'année l'ESCTD ainsi que la sous-commission sur les relations transatlantiques (PCTR) de la commission politique. Il remercie également la délégation suédoise, qui accueillera en automne le séminaire Rose-Roth auquel les membres de la sous-commission participeront à la fin du mois d'octobre. Le rapport de 2024 portera sur l'économie russe en temps de guerre. Le président remercie la délégation estonienne pour son souhait d'accueillir la sous-commission en 2024. Cette dernière participera également à un séminaire Rose-Roth. **Jüri Ratas** (EE) se réjouit d'accueillir la sous-commission en Estonie.

VIII. Examen du projet de rapport de la sous-commission *Reconstruire les relations économiques et la résilience transatlantiques* [[025 ESCTER 23 F rev.1](#)], présenté par **Faik ÖZTRAK** (Türkiye), rapporteur

17. **Faik Öztrak** (TR) présente plusieurs éléments qui sont essentiels pour reconstruire les relations économiques transatlantiques et la résilience. Il note que l'économie mondiale est soumise à un ensemble de changements de paradigmes qui ne sont pas faciles à gérer. L'une des conséquences est la montée du protectionnisme dans les sociétés occidentales et l'importance croissante accordée à la sécurité dans l'ordre économique mondial. Le défi consiste désormais à trouver un équilibre entre la sécurité et les avantages de la mondialisation, précise le rapporteur.

18. M. Öztrak indique que concernant les relations commerciales avec la Chine, la réduction des risques est préférable au découplage car c'est une approche plus ciblée et plus réaliste. Cela pourrait cependant susciter des tensions entre les membres de l'Alliance transatlantique. La Chine restera un acteur économique de premier plan au niveau mondial, même si les prévisions selon lesquelles elle est appelée à dominer l'économie mondiale sont exagérées. Cela dit, un découplage avec la Chine serait beaucoup plus coûteux que l'isolement de la Russie, et la situation actuelle ne le justifie pas. Le rapporteur insiste sur l'importance du maintien des valeurs démocratiques et libérales dans le domaine commercial et d'un ordre fondé sur des règles, malgré les défis posés par la Chine et la Russie. Les gouvernements doivent toutefois trouver un nouvel équilibre entre la sécurité et le libéralisme commercial.

19. **Jüri Ratas** (EE) s'enquiert de l'évolution de la cybersécurité et de la sécurité des données dans les relations transatlantiques. M. Öztrak souligne la nécessité de trouver un équilibre entre le libre-échange et la prise en compte des questions de sécurité dans les relations commerciales, tout en insistant sur le rôle dans ce contexte des règles établies et des valeurs partagées. **Cristian Bordei** (RO) émet l'idée de relancer le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI). Le rapporteur confirme l'importance d'une plus grande coopération transatlantique.

20. **Le projet de rapport [025 ESCTER 23 F rev.1] est adopté à l'unanimité.**

IX. Examen du projet de rapport de la sous-commission *Objectif : reconstruire l'Ukraine* [024 ESCTD 23 F rev.1], présenté par Michal SZCZERBA (Pologne), rapporteur

21. **Michal Szczerba** (PL) affirme que les Alliés doivent engager une discussion approfondie sur la reconstruction de l'Ukraine. L'aide humanitaire et économique est essentielle pour permettre à l'Ukraine de s'imposer, de récupérer ses territoires occupés et de saisir l'occasion de « se reconstruire en mieux ». Il note que la reconstruction de l'Ukraine nécessitera un financement sans précédent ainsi que des efforts collectifs et coordonnés entre les multiples donateurs afin d'éviter les goulets d'étranglement et les retards.

22. Si le gouvernement et la société civile ukrainiens doivent rester les principaux acteurs de la reconstruction, la communauté internationale apportera un soutien économique, humanitaire et militaire. M. Szczerba souligne l'importance de la répartition des tâches en fonction des compétences, de l'expérience et des ressources des partenaires. Le rapport affirme que la Russie devra compenser les dommages qu'elle a causés et qu'elle en sera tenue responsable, de même que des crimes de guerre qu'elle a commis. Le rapporteur indique que l'intégration de l'Ukraine dans les institutions euro-atlantiques permettrait à la fois de renforcer la résilience de l'Ukraine et d'instaurer une plus grande sécurité dans toute l'Europe.

23. **Alun Cairns** (UK) s'interroge sur l'utilisation des ressources saisies à la Russie et estime que cela devrait avoir lieu le plus rapidement possible. Le rapporteur partage son avis et indique son intention de se rendre à Kyiv pour suivre la situation. **Donna Dasko** (CA) souhaite en savoir plus sur la saisie des biens de l'État et des citoyens russes. M. Szczerba répond qu'il ne dispose pas d'informations complètes et actualisées sur les mesures prises par les pays et fait remarquer que les structures juridiques utilisées pour gérer cette question varient d'un pays à l'autre. **Yehor Cherniev** (UA) insiste sur l'importance pour les Ukrainiens que la reconstruction commence dès maintenant. Le rapporteur est du même avis.

24. **Le projet de rapport [024 ESCTD 23 F rev.1] est adopté à l'unanimité.**

X. Examen du projet de résolution *Vers la reconstruction de l'Ukraine* [158 ESC 23 F], présenté par Michal SZCZERBA (Pologne), rapporteur

25. Michal Szczerba présente le projet de résolution de la commission, pour lequel 17 amendements ont été déposés. La commission procède ensuite à l'examen et au vote des amendements proposés.

26. **Le projet de résolution [158 ESC 23 F] est adopté à l'unanimité, tel qu'amendé.**

XI. Élection des membres du Bureau de la commission et de la sous-commission

27. Les membres du bureau de la commission et de la sous-commission qui sont rééligibles sont tous réélus par acclamation. Les membres suivants sont élus aux bureaux de la :

Commission de l'économie et de la sécurité

Président **Faik OZTRAK (Türkiye)**

Vice-présidents **Alberto LOSACCO (Italie) et Anne GENETET (France)**

Sous-commission sur la transition et le développement

Vice-présidents **Cristian BORDEI (Roumanie) et Mikko SAVOLA (Finlande)**

Rapporteur **Tamas HARANGOZO (Hongrie)**

Sous-commission sur les relations économiques transatlantiques

Rapporteur **Neal DUNN (US)**

Conseil interparlementaire Ukraine-OTAN

Membre suppléant **Adriano PAROLI (Italie)**

John Spellar (UK) remercie le président pour les services qu'il a rendus à la commission et à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

XII. Remarques de clôture

28. Le président remercie la délégation danoise, les rapporteurs, les intervenants et le personnel de l'AP-OTAN, et annonce que la prochaine réunion de la commission aura lieu à Bruxelles en février, à l'occasion des réunions conjointes de commissions. Le président clôt la réunion de la commission de l'économie et de la sécurité.

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBRES DU BUREAU DE L'AP-OTAN

Président **Michal Roch SZCZERBA (Pologne)**
(Coalition civique)

Président **Philippe FOLLIOU (France)**
(Groupe Union Centriste)

Rapporteur générale **Harriett BALDWIN (Royaume-Uni)**
(Conservateur)

Rapporteur de la sous-commission sur les relations économiques transatlantiques
Faik OZTRAK (Türkiye)
(Parti républicain du peuple)

Rapporteur de la sous-commission sur la transition et le développement
Michal Roch SZCZERBA (Pologne)
(Coalition civique)

Secrétaire générale de l'AP-OTAN

Ruxandra POPA

DÉLÉGATIONS MEMBRES

Albanie **Bardhyl KOLLÇAKU**
(Parti socialiste)

Bujar LESKAJ
(Parti démocrate)

Xhemal QEFALIA
(Parti socialiste)

Belgique **Annick PONTHER**
(Vlaams Belang)

Bulgarie **Atanas ZAFIROV**
(BSP pour la Bulgarie)

Canada **Rachel BLANEY**
(Nouveau parti démocratique)

Donna DASKO
(Groupe des sénateurs indépendants)

Cheryl GALLANT
(Conservateur)

Rebecca PATTERSON
(Groupe des sénateurs canadiens)

Croatie **Stjepan KOVAC**
(Parti social-démocrate)

Danemark **Jesper PETERSEN**
(Parti social-démocrate)

Estonie **Jüri RATAS**
(Parti du centre)

Finlande	Tomi IMMONEN <i>(Le parti finlandais)</i> Mikko SAVOLA <i>(Parti du centre finlandais)</i>
France	Nicole Monique DURANTON <i>(Groupe Rassemblement des démocrates progressistes et indépendants)</i> Anne GENETET <i>(Renaissance)</i> Isabelle SANTIAGO <i>(Socialistes et apparentés (membres de l'intergroupe NUPES))</i>
Hongrie	Tamas HARANGOZO <i>(Parti socialiste hongrois (MSZP))</i>
Islande	Andrés Ingi JÓNSSON <i>(Parti pirate)</i>
Italie	Stefano BORGHESI <i>(Ligue-Salvini premier)</i> Paolo MARCHESCHI <i>(Frères d'Italie)</i> Adriano PAROLI <i>(Forza Italia-Berlusconi président)</i>
Lituanie	Vytautas BAKAS <i>(Groupe politique des démocrates "pour la Lituanie")</i>
Pays-Bas	Derk BOSWIJK <i>(Rassemblement chrétien-démocrate)</i> Bart KROON <i>(Le Mouvement agriculteur-citoyen (BBB))</i> Randy Oswald MARTENS <i>(Social-démocrate)</i>
Macédoine du Nord	Antonijo MILOSHOSKI <i>(VMRO-Parti démocratique pour l'unité nationale des Macédoniens)</i>
Norvège	Per Martin SANDTROEN <i>(Parti du Centre)</i>
Portugal	Dora BRANDAO <i>(Parti socialiste)</i>
Roumanie	Cristian BORDEI <i>(Union sauvez la Roumanie)</i> Attila LASZLO <i>(Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie)</i>
Slovénie	Ales REZAR <i>(Svoboda)</i>
Espagne	Guillermo MARISCAL <i>(Parti populaire)</i> Carlos ROJAS <i>(Parti populaire)</i>
Türkiye	Mevlut KARAKAYA <i>(Parti du mouvement nationaliste)</i>

Royaume-Uni	Alun CAIRNS <i>(Conservateur)</i>
	John SPELLAR <i>(Parti travailliste)</i>
États-Unis	Neal Patrick DUNN <i>(Républicain)</i>
	Rich MCCORMICK <i>(Républicain)</i>

DÉLÉGATIONS ASSOCIÉES

Arménie	Andranik KOCHARYAN <i>(Contrat civil parti)</i>
Autriche	Hubert FUCHS <i>(Parti de la liberté)</i>
Azerbaïdjan	Kamran BAYRAMOV <i>(Parti du nouvel Azerbaïdjan)</i>
	Malahat IBRAHIMGIZI <i>(Parti du nouvel Azerbaïdjan)</i>
	Elshan MUSAYEV <i>(Indépendant)</i>
Serbie	Dejan RADENKOVIC <i>(Ivica Dacic - parti socialiste de Serbie)</i>
Suisse	Thomas MINDER <i>(Aucune affiliation)</i>

PARLEMENT EUROPÉEN

Parlement européen	Tom VANDENKENDELAERE <i>(Groupe du parti populaire européen et démocrate chrétien)</i>
--------------------	--

DÉLÉGATIONS DES PARTENAIRES RÉGIONAUX

Algérie	Mohamed Faouzi BENDJABALLAH <i>(Front El Mostakbal)</i>
	Ayoub HAMMAD <i>(Indépendants)</i>

INTERVENANTS

Maksym SUPRUN
Commandant de la 66e brigade mécanisée (2022-2023), forces armées ukrainiennes

Janis KLUGE
Chef adjoint de la division Recherche, Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (SWP)

SECRETARIAT INTERNATIONAL

Directeur	Paul COOK
Coordnatrice	Karen WALKER-LOVE
Chercheuse	Pilar Maria BOLOGNESE